

Luttes autochtones : invisibilité et résistance

DALIE GIROUX¹

Je voudrais ouvrir mon propos sur « l'état des luttes autochtones » en reprenant l'interrogation de Suzy Basile publiée dans les pages du *Devoir*² pendant ce qu'on a appelé la « crise attikamekw » de l'été 2012. À cette occasion, plusieurs membres de la nation attikamekw, avec l'appui des Conseils de Wemotaci, Manawan et Opitciwan, ont bloqué des routes sur le territoire limitant l'accès des exploitants aux ressources forestières³. Qualifiant l'action attikamekw de « geste d'éclat pour attirer l'attention du public sur la stagnation du processus de règlement de leurs revendications territoriales », Suzy Basile s'impatiente de voir se développer « une analyse détaillée de la situation dans laquelle se trouve la nation attikamekw » et souligne la « surprenante méconnaissance du peuple attikamekw par les Québécois »⁴. Elle souligne l'absence d'une compréhension minimale du « lien particulier au territoire qui caractérise l'ensemble des peuples autochtones », et en particulier de cette conception attikamekw de la forêt comme « milieu de vie et garde-manger traditionnel de la nation ».

Je veux revenir ici sur les deux aspects des luttes autochtones évoqués par Suzy Basile : l'invisibilité des questions autochtones dans la culture publique canadienne et québécoise d'une part, et la méconnaissance de la conception autochtone du territoire chez le public et les décideurs politiques d'autre part. Ces questions sont valides pour réfléchir non seulement à la situation

1 Ce texte est le résumé d'une présentation faite à l'occasion de l'Université populaire des NCS les 16-18 août 2012.

2 Suzy Basile, « Crise attikamekw – Pourquoi vouloir noyer le poisson ? », *L'Devoir*, 4 juillet 2012, <www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/353745/pourquoi-vouloir-noyer-le-poisson>.

3 « Initié par les élus des trois Conseils Atikamekw et de la population, des actions forcent l'interruption d'activités forestières par le blocage de quelques chemins ainsi que le transport ferroviaire sur Nitaskinan depuis le début de la semaine. Ces actions visent avant tout la reconnaissance des droits d'Atikamekw Nehirowisiw sur son territoire ancestral », <www.atikamekwsipi.com/>.

4 Sur cette question, voir Audrey Lord, *L'Approche commune : nouvelle Alliance innue-québécoise. La réaction au Saguenay-Lac-Saint-Jean. L'analyse dans les journaux (2000-2004)*, Chicoutimi, GRIR, collection Culture et Identités, 2010.

attikamekw, mais aussi aux autres luttes qui se déroulent sur le territoire dit du Québec : les Algonquins du Lac Barrière dont les revendications et les modes d'action font écho à ceux des Attikamekws, les Innus aux prises avec le Plan Nord, ou encore les Cris de Mistissini qui s'élèvent contre le projet Matoush d'exploitation d'uranium.

Invisibilité des luttes autochtones

Un problème de fond soulevé par l'intervention de Suzy Basile constitue un aspect important de « l'état des luttes autochtones » au Canada et au Québec, à savoir la méconnaissance et l'ignorance de ces luttes, et en particulier le manque d'intérêt des médias envers celles-ci – c'est-à-dire cette « invisibilité » dont on qualifie souvent les peuples autochtones (voir *Le peuple invisible*, le documentaire de Richard Desjardins et Robert Monderie sur la nation algonquaine du Québec, réalisé en 2007).

Bien sûr, les événements spectaculaires, parfois conçus pour attirer l'attention des gouvernements et de l'opinion publique, sont largement couverts par les grands médias. Les barricades, blocus, manifestations, délégations internationales, injonctions obtenues et crises sociales autochtones sont régulièrement au menu de l'actualité. Ce qui fait plus rarement l'objet de l'attention journalistique (et universitaire et politique – ceci étant lié à cela), ce sont les cadres politiques et juridiques dans lesquels s'inscrivent ces actions politiques et dont la compréhension est essentielle à l'interprétation des événements et des revendications qui y sont associées.

Notamment : ce qu'est un territoire traditionnel; ce que signifie une revendication territoriale globale; l'état des négociations pour chaque nation particulière; la position des gouvernements fédéral et provinciaux dans ces dossiers particuliers; le cadre juridique qui reconnaît le titre aborigène en droit canadien et qui fonde la revendication et légitime le processus. Ni les journalistes ni la population en général ne possèdent une compréhension même rudimentaire de ce cadre juridique et politique, d'où le fait que l'information est incomplète et la représentation des enjeux déformée. Les interprétations simplistes et racistes des peuples autochtones (chialeux, profiteurs, bénéficiaires du système, faiseurs de trouble, incapables, fraudeurs, bandits, dévoreurs de fonds publics) demeurent dominantes dans la culture publique canadienne et québécoise.

Logique du blocus

Ce qui fait encore plus rarement l'objet de l'attention journalistique (et universitaire et politique – ceci étant lié à cela), est le fait même de la forme de plusieurs des actions politiques entreprises par certains groupes autochtones depuis quelques décennies. Le blocus (celui des Algonquins et des Attikamekws qui a empêché les compagnies forestières d'accéder aux ressources en l'absence d'une entente sur les droits et les usages liés au territoire revendiqué, et celui

de Mani-Utenam où on a empêché Hydro-Québec d'accéder au chantier de la Romaine pour poursuivre le raccordement de la ligne de transport hydroélectrique), il faut bien le voir, est une action politique extrêmement marginale, une action politique de la dernière chance.

Une femme innue, la nuit du 9 mars 2012 pendant laquelle ont été arrêtées 13 personnes (majoritairement des femmes) qui bloquaient la route 138 à Mani-Utenam, se désole du type d'action qu'il est nécessaire d'entreprendre : « Voyez ce qu'on est obligé de faire pour se faire entendre ». Le blocus est une façon, sans doute la manière la plus artisanale possible, de créer, dans les conditions de parole rigides et contrôlées de la démocratie électronique de culture capitaliste, un espace pour discuter d'un enjeu à partir d'une perspective qui est par définition exclue de l'espace public. Il s'agit justement, en provoquant une crise, de rendre visible une perspective normalement tenue en état d'invisibilité.

Les événements de mars dernier sur la Côte-Nord nous laissent des images d'une grande puissance analytique. Nous avons vu la police de la réserve, sur ordre des juges de la Cour provinciale à la demande d'une grande compagnie énergétique et appuyée par la Sûreté du Québec en mode anti-émeute, assurer par la force le passage de camions vers le chantier de La Romaine 2. Que retiendra-t-on de cette image ? La crise est terminée, on pousse un soupir de soulagement, et surtout, on ne questionne d'aucune façon les compagnies qui exploitent à large échelle les ressources naturelles, les juges et les policiers qui les appuient dans cette mission providentielle, et les gouvernements qui se croisent les bras, s'assurant par leur inaction d'une issue qui leur apparaît favorable autant que nécessaire. Les camions roulent, le développement hydroélectrique se poursuit, le dossier est clos et la question innue est réglée jusqu'à la prochaine crise dont vont sans doute nous accabler ces enfants gâtés que sont « nos » autochtones.

Les médias nationaux (et les universitaires et les politiques – ceci étant lié à cela), contribuent par ce genre de traitement à faible teneur analytique et critique à l'invisibilité de la position défendue par ces acteurs en ne produisant pas l'information nécessaire à la compréhension du cadre politique et juridique qui rendrait cette position intelligible. Ils y contribuent de plus en n'interrogeant pas cette simplicité et cette radicalité de l'action (des familles, des hommes, des femmes, des enfants, désarmés, qui demandent simplement d'« être entendus » et qui placent leurs corps devant des camions), simplicité et radicalité qui devraient en soi et par notre incapacité de l'envisager, nous indiquer quelque chose à propos de notre espace mental et politique collectif. Ce qui m'amène au second aspect des luttes autochtones évoqué par Suzy Basile dans son intervention dans *Le Devoir*.

« Pas l'argent, mes enfants »

Je rappelais donc au début de cette intervention que Suzy Basile attire notre attention sur l'absence d'une compréhension minimale du « lien particulier au territoire qui caractérise l'ensemble des peuples autochtones ». Or, c'est

justement le fait que cette conception du territoire soit minorisée, exclue et rendue invisible dans le refus d'entendre la proposition politique de ces acteurs qui cause le problème. Celle-ci nous semble étrangère alors que les autochtones s'assemblent devant les camions des compagnies d'exploitation de ressources naturelles.

Suzy Basile parle à l'égard de ce lien au territoire de la forêt comme « milieu de vie et garde-manger traditionnel de la nation ». Vivre dans et de la forêt, se nourrir de la forêt, ou des lacs ou de la mer ou de la terre des vallées définit ce qu'on appelle le mode de vie traditionnel des autochtones. Ce mode de vie implique au premier chef de s'assurer de l'intégrité du territoire, c'est-à-dire de l'ensemble des ressources qui forment la substance et la base de cette vie. Plus encore, selon cette conception, assurer l'intégrité du territoire, c'est en même temps assurer la poursuite du mode de vie traditionnel, en d'autres termes assurer l'intégrité du système de connaissances qui le rend possible, et assurer ainsi la transmission de la culture. Faire hériter les enfants de la terre, c'est d'abord transmettre les connaissances qui permettent de vivre dans le territoire, de vivre de la terre. C'est cela, la culture.

En ce sens, pour de nombreux aînéEs autochtones et de nombreux militantEs traditionalistes qui sont ces gens que l'on retrouve dans les blocus et dont la position politique demeure inaudible, il n'y a pas de possible compromis entre le mode de vie traditionnel, c'est-à-dire vivre du territoire, et le mode de vie euro-américain, c'est-à-dire exploiter les ressources du territoire pour les « monétariser »⁵. À cet égard, il n'est pas étonnant que nous ne soyons pas en mesure de comprendre ce que nous dit entre ses pleurs ce père innu menotté poussé dans un fourgon par les policiers anti-émeute lorsqu'il énonce, à propos du Nitassinan, c'est-à-dire « notre terre » : « Pas l'argent, mes enfants ».

On ne peut pas entendre ceux qui nous parlent de cette vision du territoire parce que cela n'entre pas dans le cadre théologique de notre vie commune fondée sur l'appropriation mythologique et armée de la terre par la Couronne britannique, sur la spéculation sur celle-ci à partir des titres de propriété privés et des titres d'exploitation des ressources (c'est-à-dire la marchandisation de la terre) et qui est basée sur l'accumulation infinie et indéfinie de capital à partir de cette capture initiale et spéculative de la terre. Selon notre système de valeurs, c'est-à-dire notre système de connaissances ou, en d'autres termes, en fonction de ce qui nous permet de vivre, il faut se développer économiquement, ou mourir⁶.

5 C'est ce qu'affirmait le chasseur William Mathieu Mark lors d'un séminaire sur le droit traditionnel innu en juillet 2012 à Uashat en réponse à la question de savoir si des compromis pouvaient être envisagés entre les visées développementales sur la Côte-Nord et le mode de vie traditionnel.

6 Sur la conception des médias canadiens du développement économique à tout prix pour les communautés autochtones, voir Dalie Giroux et Amélie-Anne Mailhot, « 8^e feu : Wild Canada Show », *À Bâbord!* n° 44, avril-mai 2012.

En somme, pour répondre aux interrogations de Suzy Basile qui se désole de l'inexistence d'une « analyse détaillée » de la situation dans laquelle se trouvent les peuples autochtones et de la méconnaissance québécoise de la conception autochtone du territoire, je pense nous n'avons pas les ressources existentielles et cognitives pour envisager la possibilité réelle d'une remise en question de notre modèle de développement économique. « Pas l'argent, mes enfants ».